

**Assemblée générale**

Distr. générale  
13 juillet 2015  
Français  
Original : espagnol

---

**Conseil des droits de l'homme**  
**Groupe de travail sur la détention arbitraire**

**Avis adoptés par le Groupe de travail sur la détention  
arbitraire à sa soixante-douzième session  
(20-29 avril 2015)**

**N° 18/2015 (Mexique)**

**Communication adressée au Gouvernement mexicain  
le 18 février 2015**

**Concernant : Pedro Celestino Canché Herrera**

**Le Gouvernement a répondu à la communication du Groupe de travail.**

**L'État est partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques\*.**

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire a été créé par la résolution 1991/42 de la Commission des droits de l'homme. Son mandat a été précisé et renouvelé par la Commission dans sa résolution 1997/50. Le Conseil des droits de l'homme a assumé le mandat dans sa décision 2006/102. Le mandat a été prolongé d'une nouvelle période de trois ans par la résolution 15/18 du Conseil, en date du 30 septembre 2010. Il a été prolongé d'une nouvelle période de trois ans par la résolution 24/7 en date du 26 septembre 2013. Conformément à ses Méthodes de travail (A/HRC/16/47, annexe), le Groupe de travail a transmis la communication au Gouvernement.

2. Le Groupe de travail considère que la privation de liberté est arbitraire dans les cas suivants :

a) Lorsqu'il est manifestement impossible d'invoquer un quelconque fondement légal pour justifier la privation de liberté (comme dans le cas où une personne est maintenue en détention après avoir exécuté sa peine ou malgré l'adoption d'une loi d'amnistie qui lui serait applicable) (catégorie I);

b) Lorsque la privation de liberté résulte de l'exercice de droits ou de libertés garantis par les articles 7, 13, 14, 18, 19, 20 et 21 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et, en ce qui concerne les États parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, par les articles 12, 18, 19, 21, 22, 25, 26 et 27 de cet instrument (catégorie II);

---

\* Le Mexique a ratifié le Pacte le 23 mars 1981.



c) Lorsque l'inobservation, totale ou partielle, des normes internationales relatives au droit à un procès équitable, établies dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les instruments internationaux pertinents acceptés par les États intéressés, est d'une gravité telle qu'elle rend la privation de liberté arbitraire (catégorie III);

d) Lorsque des demandeurs d'asile, des immigrants ou des réfugiés font l'objet d'une rétention administrative prolongée, sans possibilité de contrôle ou de recours administratif ou juridictionnel (catégorie IV);

e) Lorsque la privation de liberté constitue une violation du droit international pour des raisons de discrimination fondée sur la naissance, l'origine nationale, ethnique ou sociale, la langue, la religion, la situation économique, l'opinion politique ou autre, le sexe, l'orientation sexuelle, le handicap ou toute autre situation, et qui tend ou peut conduire à ignorer le principe de l'égalité des droits de l'homme (catégorie V).

### **Informations reçues**

#### *Communication émanant de la source*

3. Pedro Celestino Canché Herrera, de nationalité mexicaine, âgé de 44 ans, journaliste de profession et défenseur des droits des communautés autochtones mayas, a été arrêté le 30 août 2014 dans la ville de Felipe Carrillo Puerto, dans l'État de Quintana Roo, par des agents de la police judiciaire de l'État.

4. Son arrestation a été ordonnée par le juge pénal de première instance du district judiciaire de Felipe Carrillo Puerto, après une enquête préliminaire menée en 49 heures seulement, alors que la procédure dure normalement cent trente jours. Les experts ont rendu leur avis le 19 août 2014, soit un jour avant l'ouverture officielle de l'enquête préliminaire, ce qui, selon la source, constitue une grave irrégularité. De plus, la demande d'avis émanait de la Commission de l'eau potable et des réseaux d'assainissement (Comisión de Agua Potable y Alcantarillado – CAPA) et non du ministère public, comme il est de règle.

5. La source indique que M. Canché Herrera a été arrêté en vertu de l'article 204 du Code pénal de l'État de Quintana Roo, qui définit le délit de sabotage, et accusé d'avoir commis un tel acte contre la CAPA. Elle ajoute qu'après avoir fait l'objet d'une ordonnance de placement en détention provisoire sans possibilité de libération sous caution, M. Canché Herrera a été écroué dans le quartier de très haute sécurité (bâtiment 1) du centre de détention municipal de Felipe Carrillo Puerto.

6. Selon la source, la définition du délit de sabotage figurant dans le Code pénal n'est pas conforme aux normes juridiques internationales pertinentes en raison de son caractère extrêmement vague, qui peut permettre de recourir de manière abusive à la détention provisoire pour faire taire des voix critiques à l'égard de l'État, comme celle de M. Canché Herrera.

7. La source signale que l'intéressé est connu pour son soutien aux revendications des communautés mayas et son travail d'enquête sur les violations des droits de l'homme imputables aux autorités de l'État. Ainsi, il a fait récemment des reportages sur les manifestations contre les prix excessifs de l'eau imposés aux communautés autochtones. D'après la source, M. Canché Herrera a également couvert la répression des manifestations par les autorités locales. Une semaine avant d'être appréhendé, il avait publié sur Internet une vidéo donnant des informations sur les rassemblements organisés par les communautés mayas pour protester contre les tarifs de l'eau pratiqués par la CAPA.

8. La source indique qu'avant son arrestation, l'intéressé avait fait l'objet de diverses tracasseries de la part des autorités. Celles-ci avaient ainsi affirmé publiquement que M. Canché Herrera n'était pas journaliste et l'avaient accusé d'être l'instigateur des manifestations contre la CAPA. Le 26 août 2014, soit quatre jours avant son arrestation, il aurait reçu des menaces de la part du coordonnateur informatique auprès du gouverneur de l'État et d'un fonctionnaire du tribunal supérieur de justice.

9. La source précise que M. Canché Herrera a toujours agi dans le cadre d'un strict exercice de sa liberté d'expression et de son droit de recevoir, de rechercher et de répandre des informations, et dans le respect rigoureux des règles de déontologie, même dans les situations extrêmement sensibles du point de vue de la politique de l'État. Cependant, les accusations portées contre lui n'ont pas été clairement définies; il n'a pas été précisé dans quelle mesure le fait de diffuser des informations sur les manifestations pouvait constituer un acte de sabotage, et on peut difficilement considérer qu'il s'agit là d'un comportement délictueux. Les faits reprochés à M. Canché Herrera ne constituent pas un motif suffisant pour justifier son placement en détention provisoire et son maintien sous ce régime pendant plus de cinq mois et demi.

10. Le 29 septembre 2014, un recours en *amparo* a été formé contre l'ordonnance de mise en détention provisoire devant le pouvoir judiciaire de la Fédération (recours n° 629/2014 déposé devant le sixième tribunal de district de l'État de Quintana Roo, à Chetumal). Cette requête n'a pas encore été examinée.

11. Selon la source, l'arrestation et la détention provisoire prolongée de M. Canché Herrera sont arbitraires et contraires à la loi, compte tenu des normes internationales relatives aux droits de l'homme applicables en l'espèce. La source affirme qu'il n'existe pas de motifs pouvant justifier la détention de ce journaliste du chef d'accusation infondé de délits. D'après elle, la détention de M. Canché Herrera constitue uniquement un acte de représailles contre l'intéressé pour l'exercice de sa profession, et elle obéit à des motifs ou des intérêts politiques.

12. La source signale que M. Canché Herrera a subi des mauvais traitements de la part des surveillants et de ses codétenus depuis le début de sa détention. Il n'a pas reçu les soins médicaux dont il avait besoin. Le 25 septembre 2014, suite à ces sévices, il a dû être envoyé à l'hôpital général du Quintana Roo. Les coups qui lui ont été infligés lui ont causé des lésions aux cervicales et à la colonne vertébrale. Il souffre d'engourdissements dans les épaules, les bras et les mains. Les autorités auraient refusé de recevoir une demande écrite de transfert de M. Canché Herrera à l'hôpital général de Cancún. La source ajoute que cette situation, qui perdure depuis des mois, peut provoquer une atteinte irréversible à l'intégrité physique et mentale de l'intéressé.

13. Selon la source, le juge a diligenté une enquête préliminaire avant que le délit présumé ne soit commis. Des preuves testimoniales à charge, fabriquées par des fonctionnaires publics dont les déclarations se contredisent, ont été présentées. Plusieurs policiers sont revenus sur leurs déclarations. M. Canché Herrera aurait réussi à démontrer qu'il se trouvait à Cancún le jour où avait eu lieu le sabotage qui lui était imputé. Il ne s'agissait d'ailleurs pas à proprement parler d'un sabotage puisque les installations de la CAPA n'avaient pas été endommagées.

14. La source conclut que la détention de M. Canché Herrera constitue un abus de pouvoir destiné à faire taire les voix qui s'élèvent dans la société pour critiquer l'administration de l'État. Elle dénonce un dossier monté de toutes pièces à des fins politiques. La détention est arbitraire et contraire aux principes à appliquer pour garantir la légalité d'une mesure privative de liberté.

15. Enfin, la source affirme que la détention de M. Canché Herrera est contraire aux articles 5, 7 à 11, 13, 19 et 21 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, aux articles 7, 9, 12, 14, 19, 25 et 26 du Pacte, auquel le Mexique est partie, et aux principes 2, 4, 7, 11, 17, 18 et 36 de l'Ensemble de principes pour la protection des personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement. Compte tenu du caractère arbitraire de la détention de M. Canché Herrera, la source demande la libération immédiate de l'intéressé.

#### *Réponse du Gouvernement*

16. Le Gouvernement a répondu le 4 mars 2015 à la communication du Groupe de travail du 18 février 2015.

17. Dans sa réponse, le Gouvernement réaffirme que les allégations formulées par la source, y compris à propos des violences subies par M. Canché Herrera en prison, sont mensongères. Il reconnaît cependant que l'intéressé a été passé à tabac par d'autres détenus, comme cela semble coutumier. Le Gouvernement a fait le nécessaire pour que M. Canché Herrera reçoive des soins médicaux spécialisés, et son état de santé reste sous surveillance permanente. En octobre 2014, il a subi une scanographie et, en février 2015, un examen d'imagerie par résonance magnétique de la colonne cervicale. L'enquête visant à identifier les auteurs des violences dont M. Canché Herrera a été victime a débuté et des mesures ont été prises pour garantir la sécurité de l'intéressé au sein des installations pénitentiaires. Il a ainsi été transféré dans le bâtiment 2 du centre de détention municipal. Selon le Gouvernement, le Bureau du Procureur général de l'État de Quintana Roo a indiqué qu'il n'était saisi d'aucune plainte ou requête concernant les faits d'agression qui auraient eu lieu à l'intérieur de l'établissement pénitentiaire. M. Canché Herrera aurait lui-même déclaré aux représentants du Bureau du Procureur général qu'il ne souhaitait pas déposer de plainte ou de requête officielle.

#### *Commentaires de la source*

18. La source a présenté sans tarder, le 23 avril 2015, ses commentaires sur la réponse du Gouvernement.

19. Elle relève que le Gouvernement n'a pas fourni de réponse au sujet des allégations invoquant le caractère arbitraire de la détention et l'irrégularité de la procédure pénale, et dénonce le fait que les recours judiciaires formés, y compris la requête en *amparo* déposée devant le pouvoir judiciaire de la Fédération, n'ont pas abouti à la libération de la victime. Le Gouvernement ne s'est pas prononcé sur le fond de la question de la détention ni sur les décisions de justice, dont les attendus mettent en évidence les manquements aux règles d'une procédure régulière.

20. La source conteste l'affirmation du Gouvernement selon laquelle la dégradation de l'état de santé de M. Canché Herrera n'est pas liée aux violences physiques qu'il a subies en prison. Elle soutient que l'État cherche ainsi à nier les conséquences des lésions causées par les passages à tabac dont l'intéressé a été victime dans l'établissement pénitentiaire. M. Canché Herrera n'avait pas de problèmes de santé avant son arrestation et ses douleurs actuelles sont la conséquence des faits survenus en prison. Il ne souffrait pas de ces maux avant d'être écroué au centre de détention municipal. Il est impératif de revoir le traitement médicamenteux que le service public de santé lui administre par voie orale et parentérale parce que le patient ne connaît ni son principe actif ni ses contre-indications, et qu'il lui cause des douleurs permanentes.

21. La source ajoute que si M. Canché Herrera n'a pas déposé de plainte devant le Bureau du Procureur général de l'État de Quintana Roo pour les violences physiques

dont il a fait l'objet en prison, c'est parce qu'il est encore en détention et craint le renouvellement des faits ainsi que des représailles. Du fait du caractère arbitraire de sa détention, il reste en situation de vulnérabilité et de fragilité à l'intérieur de l'établissement pénitentiaire.

### Délibération

22. Le Mexique est connu pour être un pays multiculturel abritant de nombreux peuples autochtones<sup>1</sup>. La communauté maya est l'un de ces peuples. Les Mayas ont subi des exactions non seulement au Mexique, mais aussi dans des pays voisins où il existe des communautés mayas. Par ailleurs, ainsi qu'il a été dit au cours d'une réunion du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, « les autorités mexicaines doivent relever un défi majeur et résoudre le paradoxe d'une société qui est à juste titre fière de son héritage culturel maya mais qui tend pourtant à considérer les communautés autochtones comme socialement attardées. Il est regrettable que les forces de l'ordre semblent parfois établir une corrélation entre ethnicité et asociabilité, voire entre ethnicité et criminalité »<sup>2</sup>. Il faut noter aussi que des cas de violence contre un défenseur des droits de la communauté maya en matière de religion ont déjà été signalés<sup>3</sup>. Le Groupe de travail est par conséquent convaincu que le peuple maya constitue une catégorie de population vulnérable.

23. Dans la présente affaire, en l'absence de réfutation par le Gouvernement mexicain et compte tenu du contexte général décrit plus haut, le Groupe de travail estime que les allégations formulées par la source sont dignes de foi et que les faits doivent être considérés comme établis.

24. Pour le Groupe de travail, il est donc établi que M. Canché Herrera est un journaliste qui s'est fait le défenseur des droits fondamentaux de la communauté maya au travers de sa pratique professionnelle. Il est établi également que les investigations ont été menées de manière hâtive et que les accusations portées contre l'intéressé ne sont pas étayées par des éléments de preuve fiables. Par ailleurs, il est clair que M. Canché Herrera a fait l'objet de tracasseries de la part des autorités en raison de son travail en faveur des droits fondamentaux de la communauté maya. Le Groupe de travail estime par conséquent que l'arrestation, le placement en détention et la mise en cause pénale de M. Canché Herrera constituent des représailles liées à ses activités.

25. Le Groupe de travail considère que les activités menées par M. Canché Herrera sont d'une double nature : d'une part, il a exercé son propre droit à la liberté d'expression, notamment en réaffirmant la nécessité de la transparence dans la gestion des affaires publiques; et, d'autre part, il a apporté son aide à des personnes dont les droits ont été violés par les autorités et du fait des politiques de l'État. En conséquence, cette affaire relève des catégories II et V des critères mentionnés dans les paragraphes introductifs du présent avis.

26. Le Groupe de travail est profondément préoccupé par l'affirmation selon laquelle les détenus hébergés dans le bâtiment 1 du centre de détention municipal ont pour habitude de passer à tabac les nouveaux arrivants sans que les surveillants rattachés à la police municipale interviennent. Les prisons relèvent de la responsabilité du Gouvernement et c'est à lui qu'il revient de garantir la sécurité de tous les détenus. Toute violence à l'encontre des détenus engage la responsabilité solidaire du Gouvernement, même si les actes commis donnent lieu à des enquêtes et que leurs auteurs sont éventuellement sanctionnés. En l'espèce, le Groupe de travail considère que les violences physiques dont M. Canché Herrera a été victime en prison résultent

<sup>1</sup> Voir le document E/C.19/2014/6, par. 48.

<sup>2</sup> Voir le document CERD/C/SR.2130, par. 48.

<sup>3</sup> Voir le document E/CN.4/2004/94/Add.3, par. 199.

d'un manquement du Gouvernement, lequel est donc responsable des souffrances endurées par la victime.

**Avis et recommandations**

27. À la lumière de ce qui précède, le Groupe de travail considère que l'arrestation et la privation de liberté prolongée de M. Canché Herrera sont arbitraires et relèvent des catégories II et V des critères applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail.

28. En conséquence, le Groupe de travail demande au Gouvernement d'ordonner la libération immédiate de M. Canché Herrera et de lui assurer une réparation appropriée, notamment sous la forme d'une indemnisation adéquate et de la fourniture des soins médicaux dont il a besoin.

29. Le Groupe de travail rappelle que le Conseil des droits de l'homme a demandé à tous les États de coopérer avec le Groupe de travail, de donner suite à ses avis, notamment en assurant une réparation appropriée aux victimes de détention arbitraire, ainsi que d'informer le Groupe de travail de toutes les mesures qu'ils auront prises en ce sens. En conséquence, le Groupe de travail prie le Gouvernement mexicain de coopérer pleinement à la mise en œuvre prompte et efficace du présent avis, conformément à ses obligations internationales.

*[Adopté le 28 avril 2015]<sup>4</sup>*

---

<sup>4</sup> Conformément au paragraphe 5 des Méthodes de travail du Groupe de travail, M. José Antonio Guevara Bermúdez, membre du Groupe de travail, n'a pas participé à la délibération ni à l'adoption du présent avis.